

Une once de précautions

Partage international n° 154 - Juin 2001

par Donella H. Meadows

Que faire lorsque l'on veut aller vite, mais que la route est mal éclairée, dangereuse et quasiment inconnue ? Accélérer ? Avancer avec prudence ? Ralentir ? S'arrêter ?

La réponse à cela conditionne la plupart des lois sur l'environnement. Nous n'avons aucune certitude sur l'impact des pesticides sur les sols, l'eau, les hommes et les autres créatures vivantes. Nous n'avons qu'une vague idée de l'influence des gaz à effets de serre sur le climat. Nous ignorons les conséquences des manipulations génétiques. Alors, faut-il continuer ? Et à quelle vitesse ?

La réponse politique des Etats Unis, et de la plupart des autres pays, varie de l'accélération à la modération. Souvent, le prix à payer n'est connu qu'avec plusieurs décennies de décalage, sous la forme de sources empoisonnées, de rivières asphyxiées, d'air irrespirable, de vie sauvage décimée, ou de nouveau-nés souffrant de malformations. Certains gouvernements estiment aujourd'hui qu'il est plus sage de ralentir, voire de s'arrêter.

Le principe de précaution

L'option constituant à avancer avec prudence fait l'objet de débats en Europe et aux Nations unies, mais est rarement mentionnée dans les informations aux Etats-Unis. Elle se nomme « principe de précaution ». Tout un chacun est familier avec son principe de base. Mieux vaut prévenir que guérir. Il ne faut pas s'engager à l'aveuglette. Si vous ne pouvez pas vous permettre de perdre, ne pariez pas. Ou, pour paraphraser des propos tenus lors d'un sommet scientifique en 1998 : « *Lorsqu'une activité menace la santé de l'homme ou l'environnement, certaines mesures de précaution devraient être prises même si aucune relation de cause à effet n'est scientifiquement établie avec certitude.* » Ou encore, comme l'a dit Christine Todd Whitman, deux mois avant sa nomination à la tête de l'Agence américaine pour la protection de l'environnement (APE) par le président George W. Bush : « *Nous devons*

reconnaître que l'incertitude est inhérente à la gestion des ressources naturelles, et qu'il est habituellement plus aisé de prévenir les catastrophes écologiques que de réparer les dégâts. C'est à ceux qui proposent une activité qu'il devrait incomber de faire la preuve de son innocuité, et non à ceux qui défendent l'environnement. » Si elle applique sa philosophie en tant que directeur de l'APE, elle entrera dans l'histoire.

La gestion du risque

La politique écologique des Etats-Unis se fonde sur la « gestion du risque » et non sur le principe de précaution. Ce qui revient à jauger le risque et l'avantage acquis. Si le bénéfice paraît surpasser le risque, alors c'est tout bon. Si un pesticide ne provoque le cancer que chez une personne sur un million mais qu'il rapporte cent millions de dollars à votre entreprise, allez-y !

Il existe deux problèmes majeurs avec la politique de gestion du risque. Le premier a trait au fait que ceux qui supportent le risque sont rarement ceux qui peuvent prétendre au bénéfice. Le second est que les avantages sont généralement bien mieux connus que les risques.

Il est hallucinant de constater à quel point nous ne savons pas ce que nous faisons. Examinons un article rédigé par 17 scientifiques issus de six pays différents, publié par le magazine *Science*, résumant la littérature existante sur le changement climatique. Il cite certains faits dont le suivant : Au cours des cent dernières années, les émissions de combustible fossile ont entraîné une concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère plus importante qu'en 420 000 ans - et le rythme s'accélère encore. A plusieurs reprises, l'article répète que nous en ignorons les conséquences pour la planète. Les auteurs affirment « *qu'au fur et à mesure que nous nous éloignons du domaine qui caractérisait le système planétaire qui prédominait avant l'ère industrielle, nous atteignons les limites de notre capacité à comprendre comment cet écosystème va réagir. Les hommes ont virtuellement affecté tous les grands cycles biogéochimiques, mais l'effet engendré sur les interactions existant entre ces cycles élémentaires reste pratiquement inconnu.* »

Alors, allons-nous accélérer pied au plancher ?

Risques et avantages

Un autre article, paru dans le numéro de décembre de la revue *Science*, enquête sur nos connaissances en matière d'organismes génétiquement modifiés, les OGM. Cet article constitue une ode à l'incertitude. « *Les risques et les avantages liés aux OGM ne sont ni certains ni universels. Notre incapacité à prédire les conséquences écologiques, et en particulier les interactions d'ordre supérieur à long terme, accroît l'incertitude associée à la gestion du risque. Il est possible que les données déjà publiées ne traitent pas de certains avantages ou risques potentiels qui seraient encore inconnus.* » Devons-nous vraiment planter sur des millions d'hectares les centaines d'OGM élaborés dans nos laboratoires ?

Un troisième article de *Science* rapporte les travaux de spécialistes des perturbateurs endocriniens - une catégorie de substances chimiques semblables à des hormones, qui englobe de nombreux pesticides et des matières plastiques. Ces experts ont conclu que des concentrations infimes de ces produits chimiques - concentrations auxquelles nous sommes tous potentiellement exposés - peuvent créer des entraves au développement des embryons de rat et de souris. Ces découvertes sont particulièrement gênantes, car elles contredisent le postulat commun à toutes les politiques en matière de produits toxiques, à savoir qu'une dose de poison suffisamment faible est essentiellement inoffensive. Mais les études ont été

conduites sur des animaux de laboratoire. Et l'article de conclure qu'il est « *difficile d'établir un lien entre ces résultats et des maladies que les animaux pourraient contracter ultérieurement, sans même parler de l'homme* ».

Devons-nous vraiment poursuivre la fabrication intensive des produits chimiques ?

Oui répondent ceux qui en vivent. Non, répond le principe de précaution. Les plastiques, les pesticides, les combustibles fossiles ou les OGM peuvent effectivement enrichir certains, nous faire gagner du temps et augmenter notre confort. Mais nous devons procéder différemment, aller probablement moins vite, se passer de ces substances ou moins y recourir. Mettre en danger la santé des hommes et les fonctions vitales de l'écosystème planétaire sous prétexte qu'on veut aller vite n'en vaut pas la peine.

Etats-Unis **Auteur** : Donella H. Meadows, récemment disparue, dirigeait l'Institut du développement durable situé dans l'Etat du Vermont, aux Etats Unis. Elle enseignait également les sciences de l'environnement au Collège Dartmouth dans le New Hampshire.

Thématiques : [environnement](#)

Rubrique : [Divers](#) ()